

Zeitschrift: Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse

Herausgeber: Verband Schweizerischer Privatschulen

Band: 62 (1989)

Heft: [11]

Rubrik: Informationen Schule Schweiz = Informations scolaires suisses

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Das ist richtig und bestätigt unseren Rückstand sehr deutlich. Auch die Privatschulen haben schon vor längerer Zeit ein Modell einer Einheitsmatura vorgestellt. Beide Beispiele sind konsequent durch die Einsicht geprägt, dass der Wissenszuwachs in jedem Fach dermassen gross ist, dass der enzyklopädische Zugang nicht mehr verantwortbar ist. Vielmehr geht es in jedem Fach darum, zu lernen, wie man lernt.

Sind nicht aber die Prüfungsanforderungen des BI so gering, dass gewissermassen von einer Schmalspurmatura gesprochen werden müsste?

Aus schweizerischer und traditionalistischer Sicht mag dieser Eindruck entstehen. Aber wir Schweizer – und gerade auch wir Privatschulen – können uns im Hinblick auf EG 92 keine Sonderzüglein leisten

Was heisst das im Klartext?

Das heisst im Klartext: Unsere Matura ist im Prinzip dem bereits in 50 Ländern praktizierten IB anzugelichen!

Bedeutet das nicht einen Kniefall der Schweiz vor dem Ausland, der in der föderalistischen Struktur des schweizerischen Bildungswesens gar nicht machbar ist?

Die Schweiz hat als klassisches Schulland während Jahrzehnten Pionierleistungen erbracht. Jetzt sind wir leider daran, entscheidend Terrain einzubüßen. Umso mehr ist Mut zur Tat erwünscht. Politiker, merkt Ihr etwas?

Le Baccalauréat International (BI)

Le Programme du BI est un cycle d'études pré-universitaires de deux ans, conçu pour faciliter la mobilité des étudiants et promouvoir la compréhension internationale. Il s'agit d'un cursus global visant à donner une formation équilibrée.

Cursus et examen

Le cursus comprend six groupes de disciplines:

Groupe 1 *Langue A* (première langue), comportant également l'étude d'un choix d'œuvres de la littérature mondiale

Groupe 2 *Langue B* (deuxième langue) ou une seconde langue A

Groupe 3 *Etude de l'homme en société:* histoire, géographie, économie, philosophie, psychologie, anthropologie sociale, gestion

Groupe 4 *Sciences expérimentales:* biologie, chimie, chimie appliquée, physique, sciences physiques, psychologie expérimentale

Groupe 5 *Mathématiques*: mathématiques, mathématiques et informatique, études mathématiques, mathématiques avec programme complémentaire

Groupe 6 *L'une des options suivantes*:

- a) arts visuels, musique, latin, grec ancien, études informatiques
- b) un programme spécial élaboré par l'école

Au lieu d'une des options du groupe 6, un candidat peut également présenter une seconde discipline du groupe 3 ou du groupe 4.

Pour prétendre au diplôme, tous les candidats doivent:

1. présenter une discipline de chacun des groupes ci-dessus;
2. présenter en option forte au minimum trois et au maximum quatre des six disciplines, les autres en option moyenne;
3. présenter un mémoire dans l'une des disciplines figurant au programme du BI;
4. suivre un cours de théorie de la connaissance;
5. participer à des activités parascolaires (CASS).

Les candidats ont également la faculté de présenter des disciplines individuelles pour lesquelles un certificat leur sera délivré.

L'Organisation du Baccalauréat International (OBI)

Organisation internationale

L'Organisation du Baccalauréat International (OBI) a son siège à Genève et d'autres bureaux à Bath, Buenos Aires, Londres, New York et Singapour, ainsi que des représentations aux Caraïbes, à Mexico et au Moyen-Orient. L'OBI est une organisation non-gouvernementale jouissant du statut consultatif avec L'UNESCO. Il est constitué en fondation de droit suisse, administrée par un Conseil international. Il reçoit l'appui d'une Conférence Permanente de Gouvernements et d'une Conférence Permanente de Chefs d'établissements.

Conseil de Fondation

Le Conseil se réunit annuellement et se compose de représentants élus par chacune des deux Conférences Permanentes et de personnalités du monde de l'éducation internationale.

Organisation académique

Commission des programmes

La commission des programmes assure le contrôle général du cursus. Il lui appartient de faire des recommandations sur la politique générale et de fixer les tâches des commissions spécialisées par matières, selon un calendrier général de révision.

Jury d'examen

Le jury d'examen dispose du pouvoir de décision finale en matière de sujets d'examen et d'évaluation des candidats au diplôme et au certificat. Son bureau est composé du président et du vice-président du jury, du directeur général, du directeur des examens et des coordonnateurs de six groupes de disciplines du cursus et de l'examen.

Notation

En option forte comme en option moyenne, chaque matière est évaluée par des notes de 1 (minimum) à 7 (maximum). Pour recevoir le diplôme, le candidat doit obtenir un total minimum de 24 points et satisfaire aux conditions requises pour la théorie de la connaissance, le mémoire et les activités CASS.

Exemple de composantes du diplôme BI

<i>Opt. forte</i>	<i>Opt. moyenne</i>
Mathématiques	Français A
Physique	Allemand B
Chimie	Histoire
Anglais A	Mathématiques
Arabe B	Biologie
Economie	Art visuels

Accords d'équivalence

Les étudiants titulaires du diplôme BI ont été admis dans des universités et autres établissements d'enseignement supérieur des pays suivants, généralement en vertu d'accords négociés avec ces instances ou avec les ministères de l'éducation, dans le cadre des règlements nationaux:

Allemagne	Haïti	Pakistan
(Rép. féd.)	Hong Kong	Papouasie/Nouvelle Guinée
Afrique du Sud	Hongrie	Pays Bas
Argentine	Inde	Pérou
Australie	Indonésie	Philippines
Autriche	Irak	Pologne
Bangladesh	Iran	Portugal
Belgique	Irlande	Royaume Uni
Bolivie	Israël	Sénégal
Botswana	Italie	Singapour
Brésil	Jamaïque	Soudan
Canada	Japon	Sri Lanka
Chili	Jordanie	Suède
Colombie	Kenya	Suisse
Danemark	Malaisie	Tanzanie
Egypte	Malawi	Turquie
Equateur	Malte	Uruguay
Espagne	Mexique	Vénézuela
Etats-Unis	Nigéria	Yugoslavie
Finlande	Norvège	Zambie
France	Nouvelle	Zimbabwe
Ghana	Zélande	
Guatemala	Ouganda	

Ecole participant au BI

Seuls des établissements évalués et agréés par l'OBI sont autorisés à préparer et à présenter des candidats au BI. Ces établissements sont actuellement au nombre de + 350, dans les pays ou régions suivants:

Allemagne	Grèce	Panama
(Rép. féd.)	Guam	(Rép. du)
Argentine	Hong Kong	Papouasie/Nouvelle Guinée
Australie	Inde	Pays Bas
Autriche	Indonésie	Pérou
Bahrein	Irak	Philippines
Belgique	Irlande	Portugal
Brésil	Italie	Royaume Uni
Canada	Japon	Singapour
Chili	Jordanie	Sri Lanka
Colombie	Kenya	Suède
Corée	Koweit	Suisse
Danemark	Lesotho	Swaziland
El Salvador	Maroc	Taiwan
Emirats Arabes Unis	Mexique	Tanzanie
Equateur	Nigéria	Thaïlande
Espagne	Norvège	Uruguay
Etats-Unis	Nouvelle-Zélande	Vénézuela
Ethiopie	Oman	
France	Pakistan	

Critères et conditions pour la participation des établissements au Baccalauréat International

1. Les établissements participants s'engagent à promouvoir la compréhension internationale par l'éducation, conformément aux objectifs et pratiques de l'Office du Baccalauréat International (OBI). Ils acceptent en particulier:
 - a) son programme d'enseignement, large et équilibré, le rôle central de la Théorie de la Connaissance, et l'importance des exigences relatives aux activités périscolaires (CASS);
 - b) l'accent mis sur l'enseignement et sur le développement personnel des élèves;
 - c) la participation aux activités complémentaires telles que les ateliers de travail et les conférences d'enseignants, d'administrateurs ou de chefs d'établissement.
2. Les établissements doivent démontrer à l'OBI qu'ils disposeront du personnel enseignant, du personnel administratif et des autres moyens leur permettant d'appliquer avec succès le programme du Baccalauréat International. L'OBI étant conscient des grandes différences de moyens dont peuvent disposer les établissements dans les différentes parties du monde, l'accord à ce sujet fera l'objet de consultation mutuelle et de directi-

ves, au besoin au cours d'une assez longue période préparatoire. Les carences constatées durant la procédure d'affiliation seront indiquées par écrit par l'OBI et un calendrier sera établi par accord mutuel pour y remédier.

3. Les établissements doivent faire état, avec documents à l'appui, de leur statut légal et de la viabilité de leur situation financière.
4. On pourra demander aux établissements de fournir la preuve que leur demande de participation est approuvée par les autorités locales, régionales ou nationales dont ils dépendent.
5. Les établissements seront ouverts aux visites des membres de l'administration de l'OBI ou de leurs délégués. Ils doivent s'engager formellement à accepter dans leur intégralité tous les règlements du Baccalauréat International, notamment ceux qui concernent l'organisation des cours et la conduite des examens (y compris l'évaluation interne), la prompte désignation d'un coordonnateur et le paiement, dans les meilleurs délais, des cotisations et autres droits, selon la facturation établie.
6. La politique de l'OBI est de promouvoir le diplôme. Néanmoins, selon l'état de leur préparation à la date de leur demande de participation, les établissements peuvent être admis dans l'une des catégories suivantes:
 - a) établissements enseignant immédiatement le programme préparatoire au diplôme complet;

- b) établissements enseignant les cours préparatoires à des certificats pour une période intérimaire qui sera déterminée par le Directeur général, en attendant de passer à la préparation du diplôme complet;
- c) établissements restant dans un statut d'affiliation, normalement pour une période d'un an maximum au cours de laquelle des dispositions seront prises pour organiser un enseignement selon les modalités de (a) ou (b) ci-dessus.
7. L'OBI peut procéder à un contrôle périodique des niveaux et des résultats de tout établissement participant et devra faire part immédiatement à l'établissement concerné de tous ses sujets de préoccupation ou de critique. La reconnaissance pourra être retirée à l'établissement à la fin de l'année scolaire suivante à moins qu'elle n'ait entre-temps remédié, de façon jugée satisfaisante par l'OBI, aux déficiences constatées; ou à tout moment si, de l'avis du comité exécutif, de sérieuses irrégularités ont été relevées. Dans tous ces cas, la protection des intérêts des élèves déjà inscrits sera dûment prise en considération.
8. Les établissements, ou des sections d'un même établissement, seront admis en tant qu'entités indépendantes. Cette disposition s'applique également à l'acquittement des droits et cotisations.
9. Les établissements sont admis, étant entendu que leur enseignement se limite à leurs propres élè-

ves; ils peuvent enregistrer, en vue de l'examen, des candidats d'autres établissements (ou d'autres sections du même établissement) seulement s'il s'agit de redoublants qui, en raison de circonstances particulières, ne peuvent fréquenter leur établissement initial pour se représenter à l'examen.

Activités de la Fédération Suisse des Ecoles privées

1. Maintenir la qualité de l'enseignement

- Création du GSEL: organisation de diplômes de langues en français, allemand et italien
- Assurer l'équivalence des diplômes de commerce entre le GEC et le VHS
- Rôle important du GREM auprès de la commission fédérale de maturité et prise de position concernant la révision des règlements d'examens
- Organisation de séminaires pour la formation continue des maîtres

2. Relations entre les différentes régions linguistiques

- Fondation du GSEL
- Accord entre le GEC et le VHS pour les échanges d'élèves
- Projet de concours radiophoniques à la suite d'échanges linguistiques
- Projet de fondation d'un groupement des internats

3. Coordonner l'activité des deux fédérations

- Elaborer un nouveau concept pour la RSE/SER
- Création d'une fondation pour l'octroi de bourses d'études et de prêts d'honneur
- Elaboration de projets de contrats liant professeurs/écoles et parents/écoles
- Diffusion de carte d'identité professeurs et élèves

4. Actions d'intérêt général sur le plan national ou avec l'étranger

- Articles rédactionnels pour de nombreux journaux suisses et étrangers
- Diffusion de documentation pour sensibiliser les élèves à la
 - campagne du dialogue nord-sud
 - au 40^{ème} anniversaire des Droits de l'Homme
- Participation aux conférences de l'ECNAIS
- Réponses aux invitations à participer aux congrès d'autres associations nationales

5. Relations publiques – publicité collective

- Avec l'ONST:
 - action places gratuites pour cours de vacances
 - accueil de groupes cibles de journalistes étrangers

- conférence lors du congrès des directeurs d'agences
- édition de la brochure «vacances et cours de langues»
- Edition du guide rouge
- Campagne de promotion avec la Chambre de Commerce Brésil/Suisse
- Organisation de conférences de presse
- Séminaire au Forum de Crans-Montana
- Organisation de la Semaine Suisse 1990 – Arbalète
- Réalisation d'un stand à la MUBA
- Projet de film sur l'enseignement privé
- Participation aux projets CH 91

6. Elaboration de la charte de la fédération

7. Contacts avec les autorités fédérales

- Combat contre le projet d'ordonnance sur la limitation des étudiants étrangers
- Réunions régulières avec l'inspecteur des ambassades
- Conférence lors du séminaire du personnel diplomatique
- Contacts avec:
 - USAM
 - Bureau Fédéral des Statistiques
 - OFIAMT (Offensive pour la formation continue)
 - Office Fédéral des Etrangers
 - Secrétaire général de la CDIP

Kein Federlesen im Ständerat

Markus Kamber

Was uns Privatschulen seit Monaten bewegt, hat den Ständerat in seiner ersten Woche der Wintersession nicht lange hingehalten. Die gesetzlichen Grundlagen für die Weiterbildungsoffensive des Bundes waren in einem halben Vormittag diskutiert und verabschiedet. Im Nationalrat ist vielleicht eine grössere Diskussion zu erwarten, aber an der Zustimmung zur Weiterbildungsoffensive des Bundes wird selbstverständlich auch in der grossen Kammer nicht gezweifelt. Eigentlich hätte in der Eintretensdebatte etwas Grundsätzliches zur erstmaligen Intervention des Bundes in den bislang privatwirtschaftlich betriebenen Weiterbildungsbereich erwartet werden dürfen. Aber diese prinzipielle Frage war bereits in der vorberatenden Kommission niedergewalzt worden, und im Plenum mochte sich dann niemand mehr so voll ins ordnungspolitische Ruder legen. Im Gegenteil. Die Eintretensdebatte wurde zur Hauptsache den CIM-Bildungszentren gewidmet und nur der Sozialdemokrat Onken stellte resignierend fest, dass die sonst wortgewaltigen Ordnungspolitiker und Förderalisten diesmal nicht zum Zuge gekommen seien. Aber eben, wo Subventionen winkten, möge man nicht mehr so gerne Grundsatzfragen aufwerfen, obschon es doch eigentlich schmerzen müsste, dass der Bund der Privat-

wirtschaft nun Nachhilfeunterricht erteilen werde. Die bürgerlichen Parlamentarier fühlten sich nicht ansprochen, attestierten dem Bund vielmehr Weitsicht und unterstrichen, der zusätzliche Impuls zur Förderung der Weiterbildung sei unbedingt nötig und Kritik an dieser Vorlage sei unbegründet.

Gestattet sei an dieser Stelle ein ironischer Seitenblick: Mit viel Elan hat sich das Fernsehen an die Aufgabe gemacht, dem Weiterbildungsgedanken vor allem auch publizistisch Nachdruck zu verleihen. In der Startsendung zum Thema «Einstiegen – umsteigen – weiterkommen» vom 9. November 1989 wurde dann die angesichts der Dringlichkeit und Bedeutung der WBO doch recht erstaunliche Feststellung gemacht, paradoxerweise sei das Bildungsangebot grösser als die Zahl der Benutzer! Eine Feststellung, der aus unserem Munde in den bisherigen Verhandlungen wenig Glauben geschenkt wurde.

Aber «let's make the best of it». Wir schätzen uns glücklich, dass das Fernsehen sich vor allem zur Aufgabe gemacht hat, die Zuschauer zur Weiterbildung zu ermutigen und zu motivieren, die bestehenden Bildungsmöglichkeiten zu nutzen und Widerstände und Hemmschwellen zu überwinden. Wenn die WBO vor allem von dieser Philosophie getragen wird, können auch wir uns mit ihr befreunden.

Eine IPSO-Studie im Auftrag der Schweizerischen Akademie der Technischen Wissenschaften*

Frauen im Ingenieurberuf

Robert Blancpain, Margret Bürgisser, Peter Farago, Eveline Hüttner

Frauen sind in den Ingenieurberufen weit untervertreten – genauer gesagt: Sie kommen fast gar nicht vor. Der Grund liegt nicht in einer Abneigung der Arbeitgeber gegenüber weiblichen Stellensuchenden, sondern darin, dass die Zahl der Frauen, die das Diplom eines Ingenieurs erwerben, sehr klein ist. In der Schweiz gibt es zuwenig Ingenieure, die Stellenaussichten für Absolventen sind sehr günstig. Es können also nicht fehlende berufliche Möglichkeiten sein, die die Frauen vom Ingenieurstudium abhalten.

Die wichtigsten Ergebnisse

Im Schuljahr 1986/87 waren 46% (24625 Personen) aller Mittelschüler weiblichen Geschlechts. Der Frauenanteil variierte freilich je nach Maturtyp erheblich: Während Frauen beim neusprachlichen Typ D 74% ausmachten, betrug ihr Anteil beim

* Wir müssen uns aus Platzgründen auf die Publikation einiger uns wichtig erscheinender Studienerkenntnisse und Empfehlungen beschränken. Interessierte Leser können die Studie bei der Schweizerischen Akademie der technischen Wissenschaften, Zürich, direkt beziehen.

mathematisch-naturwissenschaftlichen Typ C lediglich 20%; bei den anderen Typen waren sie jeweils etwa hälftig vertreten.

An der ETH im allgemeinen und insbesondere an den hier interessierenden Abteilungen ist die Untervertretung der Frauen noch ausgeprägter: Insgesamt machten sie im Wintersemester 1987/88 lediglich 17% aller 10700 an der ETH Zürich immatrikulierten Studierenden aus. Drei Viertel dieser Frauen konzentrierten sich auf 4 (von 16) Abteilungen: Architektur (Frauenanteil 29%), Pharmazie (69%), Naturwissenschaften (23%) und Landwirtschaft (28%). Auf die im engeren Sinne ingenieurwissenschaftlichen Fächer entfielen nur rund 12% der 1825 an der ETHZ studierenden Frauen; in der Informatik und im Bauingenieurwesen betrug ihr Anteil jeweils 4%, bei den Werkstoffwissenschaften 3%, im Maschineningenieurwesen 2% und im Elektroingenieurwesen gerade noch 1%. Frauen, so lässt sich aus diesen Zahlen folgern, sind an der ETHZ generell schwach vertreten und konzentrieren sich auf einige wenige Abteilungen, zu denen die ingenieurwissenschaftlichen Fächer nicht gehören.

Verhältnis zur und Interesse an der Technik

Das Verhältnis von Maturandinnen zur Technik ist ambivalent: Sie sei «unheimlich interessant und nützlich, aber auch gefährlich», lautete der Tenor. Dabei finden sich neben positiven («Fortschritt», «faszinierend», «bes-

seres Leben») und negativen («Krieg», «Entlassungen», «unverständlich») auch nichtwertende Aussagen («Konstruktion», «Maschinen», «Computer»). Entsprechend der generell ambivalenten Haltung äussern die Maturandinnen ein eher zurückhaltendes Interesse an der Technik.

- Maturandinnen, deren Väter einen technischen Beruf ausüben (das trifft auf 30% von ihnen zu), äussern viel häufiger grosses Interesse an Technik als der Durchschnitt (23% gegenüber 12%).
- In der qualitativen Nachbefragung haben die Maturandinnen auf die Bedeutung der Fächer Mathematik und Physik für ihr Interesse an Technik hingewiesen: Gefordert wird nicht mehr theoretischer Stoff («Davon haben wir schon ziemlich viel»), sondern ein verstärkter Bezug zur Praxis, der auf die Fragen nach Aufbau, Grundlagen und Funktionsweisen technischer Aggregate eingehen sollte. Schullabors und Praktika können solchen Zwecken dienen. Wahlfächer und Arbeitswochen zu Themen der Technik wurden als weitere Möglichkeiten erwähnt, technisches Interesse und Verständnis bereits an der Mittelschule zu fördern.

Wie wichtig eine solche Förderung ist, zeigen im übrigen Äusserungen von Absolventinnen, die darauf hingewiesen haben, dass Frauen wegen der mangelnden «Kultur» des technischen Bezugs an den Mittelschulen oft trotz vorhande-

ner Fähigkeiten und Begabungen nicht auf die Idee kommen, ein entsprechendes Studium zu ergreifen, weil die Impulse nicht nur aus dem Elternhaus, sondern auch aus der Schule fehlen.

Motive für die Wahl eines Ingenieurstudiums

Zu den wichtigsten Faktoren, welche die Studienwahl von Maturandinnen beeinflussen, zählen Vorstellungen über die berufliche und familiäre Zukunft sowie über das Image der zur Wahl stehenden Studienfächer. Die Untersuchungen haben ergeben, dass demgegenüber der Maturtyp und die in Frage kommende Hochschule von zweitrangiger Bedeutung sind.

Das Image der technischen Wissenschaften bei den Maturandinnen ist der Wahl eines entsprechenden Faches nur in den wenigsten Fällen förderlich. Ausser Architektur und den «grünen» Wissenschaften Forstwirtschaft, Agronomie und Erdwissenschaften können die technischen Wissenschaften kaum auf nennenswerte Sympathien bei den Maturandinnen zählen. In ausgeprägtem Massen gilt das für Maschinen- und Elektroingenieurwesen.

Die berufliche Praxis der Ingenieurin: Vorstellungen und Erfahrungen

Ähnlich wie die Vorstellungen über das Ingenieurstudium haben diejeni-

gen über die berufliche Praxis bei Maturandinnen mangels konkreter Anschauung den Charakter von (Vor-)Urteilen. Für die meisten von ihnen ist die Tätigkeit des Ingenieurs etwas Abstraktes. Sie hat vorwiegend mit Mathematik und Präzisionsarbeit zu tun, gilt als anspruchsvoll und schwierig: «Maschinenbau, Konstruktion, Hirnarbeit», «viel Verantwortung», «stur, streng, schwer» lauteten typische Assoziationen zum Ingenieurberuf in der repräsentativen Befragung.

Die kreativen und praxisbezogenen Seiten des Berufs – Aspekte, welche in der Regel Frauen besonders anziehen – wurden hingegen nur selten erwähnt. Darüber hinaus konnten selbst Maturandinnen, die sich als interessiert an der Technik bezeichneten und deshalb ein Potential für die Rekrutierung von Ingenieurinnen sind, auf Anhieb oft wenig bis nichts zum Ingenieurberuf sagen.

Die Antworten auf vertieftes Nachfragen zeigen das Bild eines Männerberufs, in dem sich alles um eine trockene, einseitige Materie dreht und in dem man wenig mit Menschen in Kontakt kommt. Der Beruf erfordere viel Ehrgeiz. Die beruflichen Möglichkeiten seien für Frauen generell gering. Auch sei keine Teilzeitarbeit möglich, und der Wiedereinstieg nach einem längeren Unterbruch sei zumindest sehr schwierig. Solche Eigenschaften sind in vieler Hinsicht das Gegenteil dessen, was für Frauen bei der Berufswahl wichtig ist.

Fortsetzung im Heft 1/90

Sie sind Primarlehrer(in) und möchten Ihren Unterricht freier gestalten, als es die jetzige Stelle Ihnen ermöglicht? Ihnen fehlt der Mut für neuzeitliches Lehren, weil Sie bei Eltern und Schulrat auf Granit stossen? Sie wollen Ihren Schülern mehr als Schulbuchwissen und Noten geben?

Sie wollen ganzheitlich unterrichten?

Sie sind unser(e) neue(r)

Lehrer(in)!

Denn: In der Freien Schule Heiden bereiten Sie Kinder auf das Leben vor. Das ist mehr als sturer Fachunterricht. Und Noten. Aufgeschlossene und aktive Eltern unterstützen Ihre wichtige Aufgabe.

Was wir von Ihnen erwarten?

- Reife Persönlichkeit mit Lebens- und Berufserfahrung
- Lebensfreude und Pioniergeist
- Organisationstalent
- Musisch-creative Fähigkeiten

Wir offerieren Ihnen eine schöne Zusammenarbeit mit aufgestellten Eltern und einem aktiven Vorstand, ein unorthodoxes hübsches Klassenzimmer, Weiterbildungskurse und eine angemessene Entlohnung. Arbeitsteilung ist möglich.

Interessiert?

Astrid Schefer freut sich auf Ihren Anruf:
071 91 55 39.

**Freie Schule Heiden und Umgebung,
Langmoosstrasse 25,
9410 Heiden**

Erfolg ist lernbar

- **Sprachschule** im Free-System®
Einzel-, Gruppen- und Firmenkurse
- **Computerkurse**
- **Maschinenschreiben**
- **Handelsschule**
- **Tageshandelsschule**
- **Arztgehilfenschule**

SPRACHEN HANDEL ARZTGEHILFINNEN

Bénédict

- | | |
|------------|--------------------------|
| ST. GALLEN | TEL. 071 · 225544 |
| ZÜRICH | TEL. 01 · 2421260 |
| WINTERTHUR | TEL. 052 · 223822 |
| LUZERN | TEL. 041 · 239626 |

man davon überzeugt, dass dadurch vermehrte kaufmännische Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen das HWV-Studium ergreifen werden. Gerade für die Frauen können sich hier gute Chancen bieten.

Anderseits möchten wir mit dem Verband Schweizerischer Privatschulen folgendes zu bedenken geben: Nach wie vor sieht die berufsbegleitende Ausbildung zum Ingenieur HTL eine Arbeitszeit von 32 Stunden vor. Die stoffliche Belastung der HTL-Studenten dürfte sich von jener der HWV-Studenten kaum unterscheiden. Dies auch dann, wenn die Berufstätigkeit spätestens ab dem fünften Semester dem Stand des Studiums entsprechen muss. Die Anpassung der Verordnung hätte zur Folge, dass die berufsbegleitende Ausbildung für kaufmännische Kader im Vergleich zu angehenden Ingenieuren privilegiert behandelt würde.

Wir gestatten uns deshalb die Frage, ob diese rechtsungleiche Behandlung angesichts des eklatanten Ingenieurmangels wirklich zu verantworten ist. U.E. sollte die berufsbegleitende Ausbildung mit HWV- oder HTL-Abschluss gleich definiert werden, wenn sie schon als gleichwertig anerkannt sein soll.»

Schweizerischer Gewerbeverband

VSP-NACHRICHTEN INFORMATIONS DE LA FSEP

Der VSP zur HWV-Reform

Der Eingabe des Schweizerischen Gewerbeverbandes zur Revision der Verordnung über Mindestvorschriften für die Anerkennung von Höheren Wirtschafts- und Verwaltungsschulen an das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement vom 2. November 1989 entnehmen wir den nachstehenden Passus:

«Die Mehrheit der antwortenden Verbände begrüßt ausdrücklich die vorgeschlagene Reduktion der Stundenzahl. Insbesondere ist

Maturandentreffen am Humboldtianum

Im Jahre 1989 haben sich infolge des Langschuljahres mit 20 Kandidaten deutlich weniger Prüflinge den Eidgenössischen Maturitätsprüfungen unterzogen. 17 von ihnen waren erfolgreich. Damit haben seit 1904 rund 2000 Schüler des Humboldtianums ihren Fähigkeitsausweis für den Zugang zur Hochschule erworben. Am diesjährigen traditionellen Schlusstreffen im Humboldtianum konnten Barbara Brauen und Daniel Lehmann mit dem Stauffacherpreis bzw. dem Buchpreis des Schulsrats Humboldtianum ausgezeichnet werden. Beide erzielten 73 Punkte. Weitere Preise erhielten Richard Kunz und Eugen Stulz für die jeweils beste Prüfung ihres Typus, gestiftet von der Vereinigung Ehemaliger des Humboldtianums.